



**L'avocat en Droits humains, Me Agbor Bala, président du Centre des droits de l'homme pour la démocratie en Afrique (CHRDA), dans une interview accordée au quotidien Le Jour, dresse le tableau peu reluisant de la situation des droits de l'Homme au Cameroun, parle de la crise dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest et évoque l'alternance au sommet de l'Etat.**

**Lire l'interview intégrale de Me Agbor Bala accordée au quotidien Le Jour du 08 juin 2021**

***Vous étiez parmi les leaders de la société civile camerounaise reçus la semaine dernière à Yaoundé par le représentant de l'Union européenne au Cameroun. Quel était le but de cette rencontre ?***

*J'ai pris part à Yaoundé au siège de l'Union européenne à une rencontre qui a regroupé environ dix responsables de la société civile. Nous avons évoqué avec l'ambassadeur de l'Union européenne la situation des droits de l'homme au Cameroun. Nos échanges ont porté sur la mise en place par les leaders de la société civile camerounaise d'une stratégie de travail pour améliorer la situation des droits de l'homme. Il était aussi question pour nous de voir comment nous pouvons collaborer ensemble et parler d'une même voix, parce que nos différentes organisations de la société civile ont l'habitude de travailler en rang dispersé.*

*Nous avons constaté que la société civile dans notre pays se divise chaque fois que les partis politiques. Lors de la rencontre avec l'ambassadeur de l'Union européenne, nous avons aussi évoqué la situation politique dans notre pays, surtout comment inciter les femmes à s'inscrire massivement sur les listes électorales. Nous avons parlé également de la situation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du pays, avec des conséquences liées aux violations des droits de l'homme du côté des séparatistes ainsi que certains éléments de force de défense. Cette rencontre était une opportunité pour les leaders de la société civile de mutualiser leurs efforts pour promouvoir les valeurs telles que les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance.*

***Vous êtes basés à Buéa dans la région du Sud-Ouest. Quelle est la situation des droits de l'homme dans cette région ?***

*J'ai également rencontré les ambassadeurs de France et de Grande Bretagne au Cameroun ainsi que plusieurs partenaires des institutions internationales. Nous avons discuté de la situation des droits de l'homme dans notre pays. En ce qui concerne l'état des lieux dans la région du Sud-Ouest, je peux vous dire que la situation est grave, car les exactions des séparatistes ainsi que celles des forces de défense continuent. Nous interpellons les dirigeants du pays à tout mettre en œuvre pour combattre cette situation qui porte gravement atteinte aux femmes, aux enfants et autres couches vulnérables dans le Sud-Ouest. D'autres cas de violations des droits de l'homme nous échappent dans cette région en tant que défenseur des droits de l'homme par manque d'informations précises.*

*Mais dans la région du Sud-Ouest il faut rappeler que dans certains endroits la situation s'est nettement améliorée depuis plusieurs mois. Nous avons constaté par exemple que certaines écoles restées fermées pendant trois ans ont repris. Les populations vaquent à leurs occupations sans problème, mais cette reprise est timide car les populations craignent toujours d'être kidnappées par les hommes non identifiés. En tant que responsable de la société civile, nous continuons à faire un plaidoyer au pays et à l'international pour sensibiliser les différentes parties impliquées dans ce conflit à promouvoir le dialogue et la paix.*

***La situation des droits de l'homme et de la démocratie dans notre pays vous inquiète. Qu'est-ce qui doit être fait pour améliorer ces deux principes ?***

*La première chose que nous souhaitons c'est d'avoir rapidement un changement politique dans notre pays. Le président Paul Biya a fait ce qu'il pouvait faire dans notre pays, je ne suis pas là pour le juger, je pense qu'il est temps pour une alternance au pouvoir. Lorsqu'on a mis assez de temps à diriger un pays on commet beaucoup d'erreurs à vouloir se maintenir au pouvoir. L'alternance viendra également renforcer notre démocratie parce que sans pays a besoin d'un renouvellement de ces dirigeants pour aspirer au développement. Nous avons en place depuis des années un système qui a montré ses limites en favorisant les pratiques comme la corruption, les détournements des deniers publics, les violations des droits de l'homme et la haine tribale. Notre régime actuel est arrivé au bout du tunnel. Nous espérons qu'à la fin du mandat en 2025 un autre Camerounais sera élu comme président de la République pour remettre notre pays sur le bon chemin.*

***Vous êtes avocat au barreau du Cameroun, vous avez été victime d'une arrestation en***

**2017 quelques mois après le début de cette crise dans les régions anglophones. Depuis le 1er juin 2021 est toujours détenu au Sed. Vous semblez dénoncer une persécution dont certains défenseurs des droits de l'homme font l'objet depuis le début de la crise ?**

*C'est choquant et scandaleux lorsque je continue de voir que certains confrères avocats et défenseurs des droits de l'homme subissent le traitement cruel et inhumain qui m'a été infligé en 2017 lors de mon arrestation, ma déportation et ma mise en détention provisoire à la prison centrale de Yaoundé. Cela montre que nous ne sommes pas loin d'une dictature parce que c'est dans les pays qui pratiquent la dictature comme modèle de gouvernance qui ont peur des avocats, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme. Les avocats sont là pour défendre un état de droit et nous ne sommes pas les terroristes. Lorsqu'on interpelle un avocat en situation professionnelle cela est un scandale. Concernant notre confrère Amungwa, qu'on accuse d'avoir eu dans son téléphone les images de propagande des séparatistes, cela est une incongruité car un avocat doit défendre tout le monde. S'il faut qu'on commence à interpellé tous les Camerounais sur la base des vidéos vues dans leurs téléphones portables j'espère que nous allons tous aller en prison. J'espère que le Barreau du Cameroun ne va pas rester silencieux face à ces nombreux cas d'arrestation arbitraires que subissent les avocats. Notre barreau doit travailler en collaboration avec le ministère de la Justice, la délégation générale à la Sûreté nationale ainsi que la gendarmerie. Les avocats travaillent pour la promotion d'un Etat de droit.*

**Le leader de la société civile que vous êtes s'intéresse également sur la gestion des 180 milliards. CFA mis à la disposition du gouvernement pour lutter contre le Covid 19 ?**

*La santé est un droit de l'homme, en plus l'argent mis à la disposition du gouvernement camerounais par le Fmi appartient à tous les Camerounais et non celui des membres du gouvernement. Je vous disais plus haut que ce régime a laissé prospérer les pratiques comme la corruption et les détournements des deniers publics. La situation avec les fonds alloués pour la gestion du Covid 19 vient illustrer encore que ces dirigeants ne privilégient toujours pas l'intérêt du public. J'espère que les enquêtes judiciaires ouvertes dans cette affaire permettront de faire toute la lumière. Détourner l'argent pendant que les citoyens sont en train de mourir est un acte inhumain, cela dépasse même le scandale de l'achat d'un avion présidentiel qui a conduit plusieurs personnalités en prison.*